

La laïcité divise encore le PS

■ Des responsables socialistes pressent Elio Di Rupo de demander l'interdiction totale du voile pour les fonctionnaires.

La querelle n'est pas finie. Ce jeudi, le président du PS, longtemps discret, précisait sa position dans l'épineux débat sur la laïcité. Son point de vue tenait en trois points. Un : interdire le port de signes religieux pour les fonctionnaires "front office", en contact direct avec le public. Deux : introduire une référence à la neutralité, ou à la laïcité, dans la Constitution. Trois : renforcer la lutte contre les discriminations.

Loin de clore une discussion qui agite le PS depuis trois mois, la prise de parole d'Elio Di Rupo a suscité une nouvelle salve de commentaires. "Elio est sorti en solo, sans concertation", affirme un député wallon. D'autres regrettent qu'aucun débat approfondi n'a encore eu lieu en bureau de parti.

Sur le fond, certains déplorent que le président du PS n'ait pas adopté une position plus nette : l'interdiction totale du voile islamique pour les fonctionnaires. Dans ce qui est désormais appelé le "G9 élargi", une coupole informelle réunissant vingt à trente dirigeants du parti, "une majorité se

dégageait pour une interdiction générale", assure une figure du PS bruxellois.

Respect des sensibilités locales

Willy Demeyer, bourgmestre de Liège et vice-président du PS, ne cache pas son embarras. "A titre personnel, j'ai une position de principe. Je considère que chaque agent communal est susceptible d'avoir des contacts avec la population. Une femme d'ouvrage, un fonctionnaire qui traite un dossier dans un bureau, peuvent être appelés pour un renseignement. Pour moi, back office ou front office, un fonctionnaire est un fonctionnaire. C'est plutôt la notion d'égalité que de laïcité qui me fait réagir."

D'autres bourgmestres confient, anonymement, les mêmes doutes. Comment, en pratique, distinguer les fonctionnaires autorisés à porter des signes religieux et ceux qui ne le seront pas ? Soucieux d'apaiser ces craintes, Elio Di Rupo a déjà prévenu : les communes qui voudraient adopter un règlement plus strict que la norme défendue au niveau national par le PS le pourront toujours. "J'approuve ce respect des sensibilités locales", commente Willy Demeyer. "Mais cela veut aussi dire qu'il y aura des débats locaux partout. Alors que si on élabore une règle générale, elle s'applique de façon unanime."

François Brabant